



NON AU CPE, ET APRES ?

Il a fallu des décennies de luttes et de sacrifices humains pour créer et améliorer le code du travail, les statuts, les conditions de travail, les salaires, les solidarités (retraite, chômage, maladie). **Nous avons besoin de mémoire.** Revenir au 19^{ème} siècle (travail de nuit à 15 ans) et au Moyen-Age (CPE « contrat » féodal) est indécent, indigne du 21^{ème} siècle.

Plus les niveaux de formation, les statuts, les salaires et les protections sociales sont élevés, plus la productivité et la santé de l'économie s'améliorent. Il faut le rappeler au patronat et aux libéraux, qui veulent rompre avec des décennies de progrès, pour les profits colossaux des actionnaires. Plus l'investissement dans la formation et la recherche, dans la production et dans les services publics augmente, mieux l'économie se porte et plus les jeunes et l'ensemble des citoyens ont confiance en l'avenir.

Or, depuis une vingtaine d'années, on n'investit plus, on vit sur des acquis fragiles, on ne prépare plus l'avenir. La démocratie elle-même est malade et menacée : comment des lois impopulaires et contraires à l'intérêt des peuples, comme le CPE, peuvent-elles être votées ?

Le non à la constitution libérale de l'Europe, la crise des banlieues (qu'on aurait tort d'assimiler à ses seules dérives violentes) et l'énorme mobilisation de la jeunesse contre le CPE traduisent à la fois une inquiétude de l'avenir, un rejet des discriminations et de la précarisation et

une volonté de ne plus laisser les actionnaires décider de notre destin. **Ce sursaut de dignité**, à l'image de l'organisation remarquable des étudiants et des lycéens, d'une maturité et d'un engagement démocratique exemplaires, se heurte à l'inflexibilité des libéraux, qui ne veulent pas stopper la destruction de toutes les structures collectives : services publics, conventions collectives et code du travail, syndicalisme. Au contraire, les libéraux travaillent à une société de précarité et de docilité, de contrats individuels et de consommation aveugle.

Une partie croissante des jeunes et les syndicats alternatifs savent que la lutte contre le CPE n'est pas une fin en soi. Le retrait du CPE serait certes un succès symbolique considérable contre la libéralisation forcée de la société, mais tout resterait encore à construire. Dans ce monde du mensonge médiatisé, où la presque totalité des médias est contrôlée par de grands groupes financiers, il faut s'opposer aux libéraux, qui font de la croissance (incertaine et suicidaire) la seule politique sociale possible. Il faut débattre, libérer notre imagination, mettre en chantier des formes inédites de progrès social.

On ne changera pas grand-chose si on se contente de contester sans bouleverser nos modes de vie, nos modes de pensée.

Voici au verso une série de propositions pour débattre et aller de l'avant.

Partons des besoins de la société pour définir les emplois. Favorisons l'expression des citoyens pour débattre des besoins et des emplois prioritaires. **Pratiquons dans la vie syndicale, à l'instar des étudiants et lycéens, les AG fréquentes et décisionnelles, la démocratie directe. Développons partout la démocratie participative**, les échanges, le contrôle des élus, qui doivent nous représenter, nous consulter, nous informer, nous rendre des comptes.

- **Allons vers la société du temps libéré.** Partageons le travail nécessaire à nos besoins par la réduction du temps de travail négociée. Eduquons la jeunesse à utiliser ce temps libéré pour des projets d'émancipation et de solidarité.
- **Permettons à tous, de la naissance à la mort, de vivre dignement, grâce à un revenu universel d'existence**, remplaçant toutes les allocations (familiales, chômage et RMI, retraite, etc ...), les revenus du travail le complétant. C'est économiquement possible !
- **Renforçons le code du travail et les statuts solides :** CDI, fonctionnaires, titularisation des précaires. La souplesse, la flexibilité, le temps partiel, pourquoi pas, s'ils sont choisis, négociés, et n'entraînent aucune précarité.
- **Mettons un terme aux hausses salariales en pourcentage** car elles augmentent les inégalités. Resserons la fourchette des salaires. Sortons du principe sacré des salaires augmentant avec l'ancienneté. Favorisons l'autonomie des jeunes. **Refusons les salaires au mérite**, qui divisent les travailleurs au profit de la hiérarchie.
- **Démocratisons l'accès aux concours** en baissant les niveaux de recrutement. L'élévation des niveaux de compétence peut et doit se faire tout le long de la vie professionnelle, **par une formation continue de haut niveau.** Favorisons le compagnonnage et les échanges de savoirs, la retraite progressive avec transmission de l'expérience à un jeune.
- **Renforçons l'Education Nationale** en lui donnant les moyens (effectifs, locaux, matériel) pour atteindre des degrés d'exigence élevés : réussite pour tous, intégration des handicapés ... Renforçons l'école maternelle, l'école de proximité (rural, quartiers), les réseaux d'aide aux enfants en difficulté, en créant des dizaines de milliers d'emplois solides, en titularisant les précaires. Supprimons l'apprentissage à 14 ans, revenons au collège unique. Elevons le niveau de tous, en rénovant et en diversifiant la pédagogie : projets coopératifs, individualisation, développement de l'autonomie, de la responsabilité, de la solidarité, de l'esprit critique, de la créativité, échanges de savoirs entre élèves, entre enseignants. **Favorisons l'innovation pédagogique.** Refusons la gestion libérale des personnels, **favorisons le travail en équipe** et la responsabilisation de tous. Refusons la multiplication des évaluations et la mise en concurrence des écoles et des établissements. Refusons l'intrusion des politiques (méthodes de lecture, colonies ...) des entreprises (publicité, interventions) et des religions (atteintes à la laïcité) dans les programmes et les contenus scolaires. Rendons aux universités et aux chercheurs les moyens de bâtir notre futur.
- **Donnons un statut équitable** aux artistes et intermittents leur permettant de vivre décemment de leurs créations.
- **Défendons et promouvons les services publics**, démocratisons-les, rendons-les accessibles à tous et partout. Développons les services aux personnes, la solidarité, les liens intergénérationnels. Rendons la santé, les transports collectifs, les musées et expositions gratuits pour tous.
- **Mettons en œuvre une politique fiscale** pour réduire les inégalités et financer le développement ambitieux des services publics.
- **Favorisons les structures économiques alternatives** : les coopératives de production et l'autogestion dans les entreprises. Aidons les micro-projets économiques et le télétravail, tout en développant les liens et les organisations entre les personnes. Développons les Systèmes d'Echanges Locaux et l'entraide.
- **Ne luttons pas avec nostalgie contre la modernité**, qui permet de supprimer, par exemple, des emplois pénibles et ouvre la voie à de nouvelles formes de communication. Mais utilisons les gains de productivité et les richesses pour l'investissement social.
- **Arrêtons d'utiliser le progrès scientifique pour des fins irresponsables** (nucléaire, OGM) ou pour le contrôle des citoyens (nanotechnologies). Appliquons le principe de précaution, développons les projets alternatifs (énergies renouvelables, matériaux de construction sains, agriculture paysanne et bio, vente directe, commerce équitable), luttons contre la politique sécuritaire (fichiers informatiques, caméras omniprésentes, biométrie, puces sous-cutanées ...). Refusons de faire du profit sur l'eau, l'air, l'énergie, les ressources non-renouvelables, refusons de déposséder les paysans de leurs savoirs. Non aux brevets du vivant.
- **Assez des discours, faisons de la lutte contre l'épuisement de la planète une priorité** et créons massivement des emplois pour le respect de la planète et de la biodiversité, pour développer les économies d'énergie, le soutien à la démocratie et à l'autodétermination des peuples du monde entier, une véritable coopération internationale.
- **Allons vers une société de décroissance** où la citoyenneté aurait plus de valeur que la consommation. Arrêtons de gaspiller, de consommer de manière aveugle. Privilégions les produits nécessaires et durables.
- **Invertissons la logique libérale.** Contrôlons la circulation des capitaux et libérons la circulation des hommes. **Régularisons les sans-papiers.**